

AUCUNE AVANCÉE, AUCUNE OUVERTURE

Malheureusement, le gouvernement Arizona est complètement fermé à la discussion. Le dialogue social n'est qu'une fiction.

Ainsi, le 30 mars, sur RTL, dans l'émission *Face à Buxant*, voici ce que déclarait Jan Jambon : « Demain, je vois les syndicats de la fonction publique. Il y a un dialogue, mais c'est clair : on a aussi quelques décisions mises et quelques réformes décidées dans l'accord de gouvernement qu'on va exécuter. On peut encore parler, mais le but est clair. On va réformer. »

Sur la RTBF, ce 11 mai, Bart De Wever déclarait ceci à Thomas Gadisseux : « L'essentiel, on ne peut pas le changer. Si on veut sauver la sécurité sociale, la viabilité du système, il faut réformer en profondeur. »

Dans un communiqué Belga du 6 mai, Jan Jambon parle de *réactions disproportionnées des personnes s'opposant à la réforme des pensions*. Le ministre souhaite que *tous les textes soient adoptés par le Parlement fédéral d'ici la fin de l'année, de sorte que les mesures entrent en vigueur le 1^{er} janvier prochain*.

OUI, D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT !

Financer les pensions est un **choix de société**. Et comme tout choix de société, **c'est aussi un choix politique**.

Imposer une nouvelle cure d'austérité à la Fonction publique n'est pas une fatalité. C'est **le résultat d'une décision politique** - une décision qui privilégie certains intérêts au détriment de la majorité.

Pendant que l'on nous demande de travailler plus longtemps pour moins de pension, pendant que l'effectif du SPF Finances se réduit d'année en année, **d'autres pistes de financement sont sciemment ignorées**. Et pourtant, elles existent.

1. Lutter réellement contre la fraude fiscale

La fraude fiscale coûte **jusqu'à 30 milliards d'euros par an** à l'État, selon les estimations du SPF Finances.

C'est bien plus que le budget de nombreuses réformes dites « incontournables ».

Pourquoi ne pas investir massivement dans les moyens de contrôle ?

Pourquoi ne pas faire de la justice fiscale une priorité nationale ?

La fraude fiscale

Le SPF Finances estime la fraude fiscale à 30 milliards d'euros par an.

(www.rtbef.be, 20 mai 2023)



2. Faire contribuer le secteur bancaire

Après avoir été renflouées par l'argent public lors de la crise de 2008, **les banques versent aujourd'hui des dividendes records.**

Mais l'accord de gouvernement précise que leurs contributions totales **ne seront pas augmentées en 2025.**

Résultat : ceux qui ont contribué à creuser la dette sont épargnés... pendant que les travailleurs doivent payer la facture.

8 milliards d'euros: la bonne affaire des banques belges

Cette manne financière leur a été versée par la Banque nationale de Belgique.

(www.virgule.lu, 14 juin 2024)

3. Revoir les subsides octroyés aux entreprises

Entre exonérations, réductions de cotisations sociales et aides diverses, **les entreprises perçoivent des montants colossaux de subsides :**

- 16,8 milliards de moins dans les caisses de l'État à cause des réformes de la taxation des salaires ;
- 23 milliards de subsides salariaux accordés en 2024 ;
- 14,9 milliards d'aides publiques nettes en 2021 (record européen).

De tous les pays de l'Union européenne, la Belgique est le pays qui offre le plus de subventions publiques nettes aux entreprises.

ACTU | ECONOMIE & POLITIQUE | BELGIQUE | **ECONOMIE**

La Belgique championne des subventions aux entreprises

(www.lecho.be, 17 février 2023)

4. S'attaquer au coût des voitures de société

Entre 1,5 et 3,7 milliards d'euros par an de manque à gagner pour l'État, selon le SPF Finances.

595 000 voitures de société pour salariés + 183 000 pour dirigeants : **un avantage fiscal massif pour une minorité, payé par l'ensemble de la population.**

Cette étude de Xavier May considère en tout cas que chaque voiture représente un manque à gagner de 3550€ par an à l'Etat, soit un total de 2,3 milliards d'euros par an. Ceci représente 0,5% du PIB belge en 2019, au moment de l'étude.

(www.rtbef.be, 22 mars 2024)

5. Analyser enfin les niches fiscales coûteuses

- Les pensions complémentaires qui profitent avant tout aux groupes financiers.
- Les dispenses de précompte professionnel.
- La fiscalité ultra-avantageuse sur les comptes-titres.
- L'absence de véritable taxe sur les très grosses plus-values.

Des dizaines de milliards d'euros dorment ailleurs

Tous ces exemples montrent une chose : **des alternatives existent**, et elles sont crédibles, efficaces et justes.

Mais le gouvernement Arizona préfère la voie la plus facile : **s'attaquer aux fonctionnaires, affaiblir leurs pensions, réduire leur pouvoir d'achat.**

Ce n'est ni moderne ni responsable.

C'est **un choix idéologique !**

Nous ne sommes pas dupes

À l'UNSP, nous refusons que ce soient toujours les mêmes qui paient la facture.

Nous continuerons à défendre :

- un financement équitable des pensions,
- une justice fiscale réelle,
- des services publics solides et accessibles.

**LE 25 JUIN, SOYONS TOUS À BRUXELLES
POUR DÉFENDRE NOS PENSIONS,
NOTRE STATUT, LE SERVICE PUBLIC,
NOS MÉTIERS ET NOS DROITS !**